

**L'histoire des études en communication au Québec et le dogme de la rupture, ou l'héritage peu célébré des intellectuels canadiens-français des années 1940 et 1950**

A história dos estudos de comunicação no Quebec e o dogma da ruptura; ou o passado esquecido dos intelectuais franco-canadenses dos anos 1940-1950

Communication Studies History in Québec and the Breaking Point Dogma, or Looking Back to Those French-Canadian Intellectuals of the Forties and Fifties That Communication Scholars Forgot About.

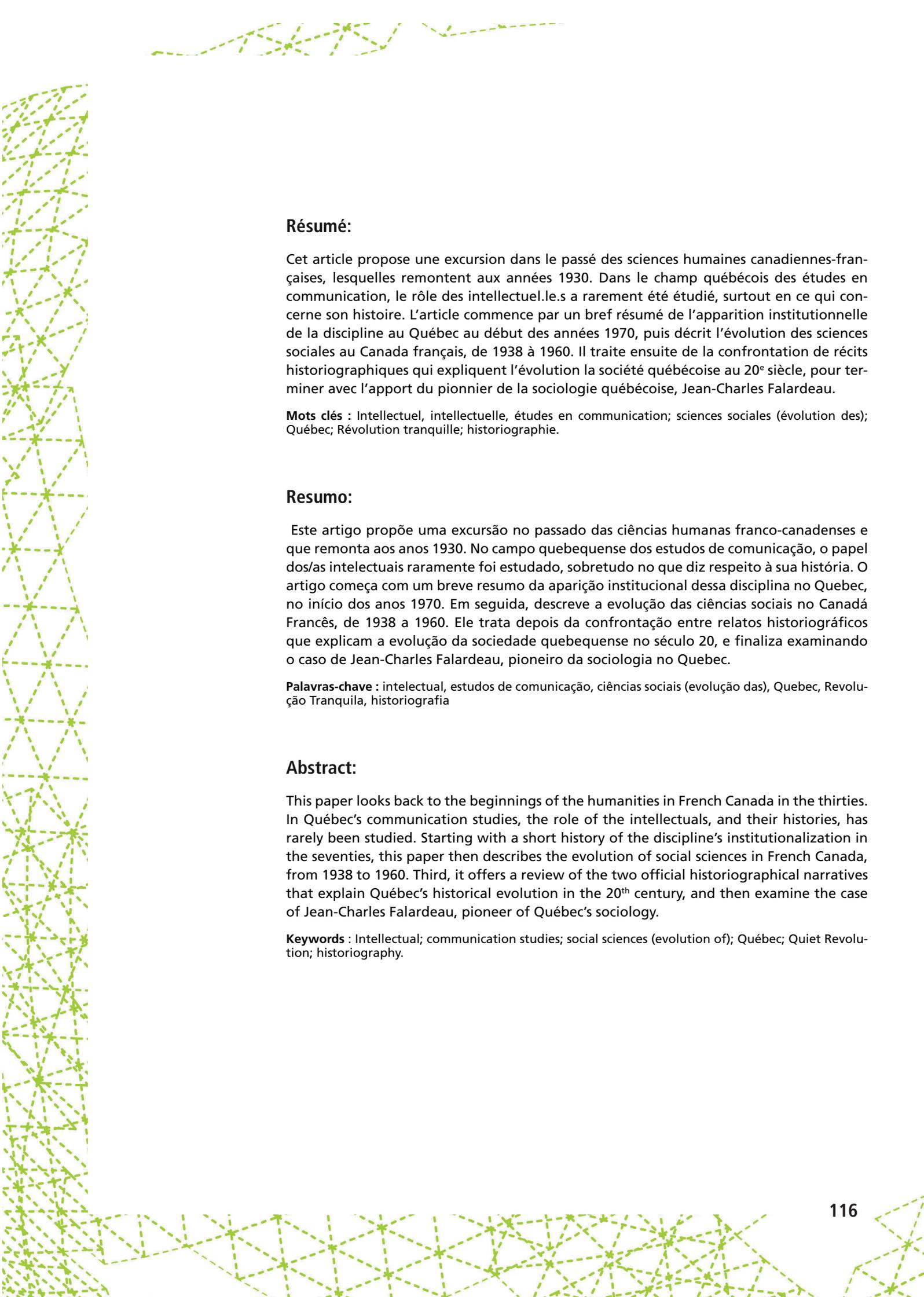
**François Yelle**

Doutor em Comunicação. Professor Associado da Universidade de Sherbrooke - Canadá

Contato: [Francois.yelle@Usherbrooke.ca](mailto:Francois.yelle@Usherbrooke.ca)

**Submetido em: 27 /09/ 2016**

**Aceito em: 16 /11/2016**



### Résumé:

Cet article propose une excursion dans le passé des sciences humaines canadiennes-françaises, lesquelles remontent aux années 1930. Dans le champ québécois des études en communication, le rôle des intellectuel.le.s a rarement été étudié, surtout en ce qui concerne son histoire. L'article commence par un bref résumé de l'apparition institutionnelle de la discipline au Québec au début des années 1970, puis décrit l'évolution des sciences sociales au Canada français, de 1938 à 1960. Il traite ensuite de la confrontation de récits historiographiques qui expliquent l'évolution la société québécoise au 20<sup>e</sup> siècle, pour terminer avec l'apport du pionnier de la sociologie québécoise, Jean-Charles Falardeau.

**Mots clés :** Intellectuel, intellectuelle, études en communication; sciences sociales (évolution des); Québec; Révolution tranquille; historiographie.

### Resumo:

Este artigo propõe uma excursão no passado das ciências humanas franco-canadenses e que remonta aos anos 1930. No campo quebequense dos estudos de comunicação, o papel dos/as intelectuais raramente foi estudado, sobretudo no que diz respeito à sua história. O artigo começa com um breve resumo da aparição institucional dessa disciplina no Quebec, no início dos anos 1970. Em seguida, descreve a evolução das ciências sociais no Canadá Francês, de 1938 a 1960. Ele trata depois da confrontação entre relatos historiográficos que explicam a evolução da sociedade quebequense no século 20, e finaliza examinando o caso de Jean-Charles Falardeau, pioneiro da sociologia no Quebec.

**Palavras-chave :** intelectual, estudos de comunicação, ciências sociais (evolução das), Quebec, Revolução Tranquila, historiografia

### Abstract:

This paper looks back to the beginnings of the humanities in French Canada in the thirties. In Québec's communication studies, the role of the intellectuals, and their histories, has rarely been studied. Starting with a short history of the discipline's institutionalization in the seventies, this paper then describes the evolution of social sciences in French Canada, from 1938 to 1960. Third, it offers a review of the two official historiographical narratives that explain Québec's historical evolution in the 20<sup>th</sup> century, and then examine the case of Jean-Charles Falardeau, pioneer of Québec's sociology.

**Keywords :** Intellectual; communication studies; social sciences (evolution of); Québec; Quiet Revolution; historiography.



<sup>1</sup> Cet article reprend les grandes lignes d'une conférence présentée en anglais sous le titre de "The 1950s and the analysis of culture in French Canada: the contribution of Jean-Charles Falardeau, or what French-language communication scholars forgot in the seventies" le 24 octobre 2008 à l'Université Carleton (Ottawa), à l'invitation du professeur Ira Wagman de la School of Journalism and Communication. Le texte de la conférence a cependant été considérablement revu et augmenté, incluant de courts extraits de ma thèse de doctorat, soutenue en 2004.

## Introduction<sup>1</sup>

Cet article propose une excursion dans le passé, celui des sciences humaines canadiennes- françaises. À la base de ce projet, une observation, celle que les étudiantes universitaires québécoises en communication, dont l'institutionnalisation remonte au début des années 1970, se sont concentrées sur l'étude du présent et de l'avenir, sans jamais questionner le passé, ni l'histoire des sciences humaines canadiennes-françaises qui ont précédé leur émergence.

L'étude du passé ou de l'histoire, soit le travail historiographique, se construit de façon réflexive : les méandres des récits, leurs mises en relation, leurs oppositions, l'interrogation des périodisations, l'inhérente subjectivité de l'écriture, tout cela devient une nouvelle posture à adopter et à pratiquer. Quant à l'objet, dans le cas présent l'évolution des sciences humaines au Canada français de 1930 à 1960, sa maîtrise nécessiterait plusieurs autres années d'étude. Le rôle des intellectuel.le.s dans l'espace institutionnel et universitaire, surtout dans le champ québécois des études en communication, a rarement été étudié, hormis quelques exceptions, dont le travail de France Aubin (2006). Dans ce cadre, l'humilité du chercheur est cultivée.

Je propose ici d'éclairer le croisement de plusieurs trajectoires conceptuelles dans le but d'illustrer la richesse d'un passé trop souvent relégué à l'oubli. Ancrée au départ dans le domaine des études québécoises en communication, la première section de l'article propose une contextualisation brossée rapidement de ses principales thématiques : la théorisation étrangère, la création de l'École des sciences de l'Université Laval en 1938, puis l'opposition des récits historiographiques qui retracent l'évolution culturelle du vingtième siècle québécois. La deuxième section souhaite montrer la position particulière des premiers universitaires au Canada et au Québec, en examinant les questions de la présence francophone, des contraintes imposées par le gouvernement de Maurice Duplessis, et de la prégnance du catholicisme chez les intellectuel.le.s canadien.ne.s-français.es. La troisième partie se concentre sur la remise en question du "paradigme de la rupture", lequel associe modernité et Révolution tranquille, par des tenants de l'école dite de la continuité - derrière laquelle je me range -, qui propose une narration plus complexe de l'évolution du caractère moderne de la province, en débusquant des signes cruciaux dès le début du vingtième siècle. La quatrième section étaye une histoire de la sociologie canadienne-française informée par l'approche de la continuité, et plus précisément par le travail d'un intellectuel et premier sociologue canadien-français, Jean-Charles Falardeau. Outre le fait qu'il ait mené une carrière d'intellectuel sur les scènes publique et universitaire, je retiens de ce dernier sa réflexion sur la dimension communicationnelle du roman, et ce que cela signifie pour l'historiographie de la recherche québécoise en communication.

## 1- Une brève contextualisation : comment étudier un passé dit inintéressant ?

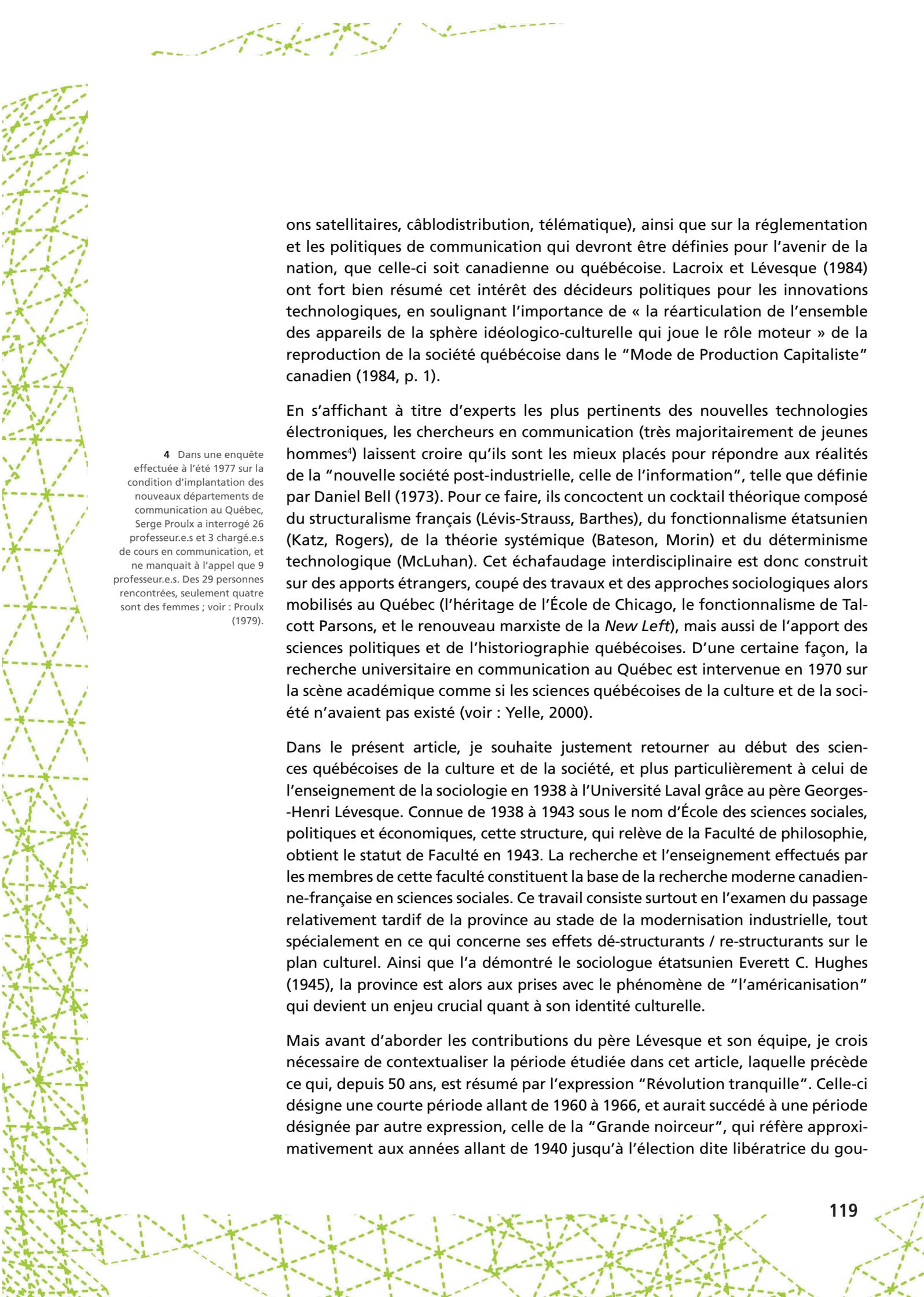
Alors que je rédigeais ma thèse de doctorat au début des années 2000, laquelle portait sur l'évolution de la recherche universitaire en communication médiatique au Québec, je remarquai que la communauté francophone de chercheur.e.s connaissait peu son histoire et manifestait également peu d'intérêt envers la mise en chantier d'un état des lieux de ses connaissances et de son identité. Cette observation m'intriguait car elle ne correspondait pas à ce qui déroulait depuis une vingtaine d'années (1984-2004) ailleurs en Occident, à savoir une production scientifique soutenue qui offrait des récits historiographiques documentés de la discipline ou du champ (par exemple : Hardt, 1992; Rogers, 1994; Dennis & Wartella, 1996; Glander, 2000), ainsi qu'une littérature critique qui scrutait l'état de sa santé épistémologique et réfléchissait sur son avenir (*Journal of Communication*, 1983 et 1993; Gaunt, 1993; Kovacic, 2000)<sup>2</sup>. Hormis une courte période allant de 1983 à 1989, au cours de laquelle une véritable discussion eut lieu à l'échelle du Canada dans les pages du *Canadian Journal of Communication* et de la revue francophone *Communication*, la communauté québécoise francophone s'est surtout distinguée par son indifférence envers ces enjeux intellectuels et disciplinaires (voir Yelle, 2015).

2 Ce ne sont que quelques exemples. La production scientifique sur le sujet en *Communication Studies*, principalement en langue anglaise et provenant de différentes régions du globe (États-Unis, Canada anglais, Scandinavie, Asie, Grande-Bretagne, l'Est de l'Europe), est aujourd'hui substantielle. Pour une liste exhaustive : <http://historyofcommunicationresearch.org/>

3 De nombreux livres sont consacrés à l'histoire de la recherche et de l'institutionnalisation de la psychologie pour l'ensemble du Canada. Notons également que de 1999 à 2005, la *Revue Québécoise de psychologie* consacre une section nommée "Rencontre avec..." à des entrevues avec les pionnières et pionniers de la discipline ; voir : [https://oraprdnt.uqtr.quebec.ca/pls/public/gscw031?owa\\_no\\_site=1935&owa\\_no\\_fiche=4&owa\\_apercu=N&owa\\_imprimable=N&owa\\_bottin=](https://oraprdnt.uqtr.quebec.ca/pls/public/gscw031?owa_no_site=1935&owa_no_fiche=4&owa_apercu=N&owa_imprimable=N&owa_bottin=)

Cette indifférence est d'autant plus intrigante qu'elle rompt également avec une des particularités de la recherche québécoise en sciences sociales qui, comme l'écrivait Jean-Charles Falardeau en 1974, a constamment interrogé le chemin qu'elle avait parcouru et celui qu'elle aurait à choisir. Si cela est particulièrement vrai pour la sociologie (qu'elle soit québécoise ou canadienne-anglaise), ce l'est également dans le domaine de la recherche et de l'institutionnalisation québécoise de la psychologie<sup>3</sup>. Une des explications potentielles de cette attitude particulière de la communauté des chercheur.e.s en communication se trouve peut-être dans une croyance bien ancrée dans les départements de communication du Québec voulant que la recherche en communication n'aurait commencé qu'avec l'institutionnalisation universitaire du champ au début des années 1970 (Ross, 1971), réfutant ainsi la pertinence d'interroger les lieux extérieurs et antérieurs de ce champ, là où des réflexions sur les médias et la culture médiatique auraient pu être formulées dans le passé.

Je ne tiens pas ici à expliquer les motifs qui ont fondé cette croyance, mais il importe de se rappeler que la conjoncture universitaire des années 1970 au Québec en est une à la fois complexe et dynamique. Je retiendrai ici la lutte que se font les différentes universités québécoises, francophones et anglophones, lors de la création des premiers programmes et départements de communication, ainsi que les efforts déployés à justifier la pertinence scientifique de cette discipline auprès du ministère de l'Éducation. Quant à la recherche, elle est financée (subventions, mais aussi de nombreux contrats) par les États fédéral et provincial, orientée vers des problématiques liées aux nouvelles technologies de l'époque (communicati-



4 Dans une enquête effectuée à l'été 1977 sur la condition d'implantation des nouveaux départements de communication au Québec, Serge Proulx a interrogé 26 professeur.e.s et 3 chargé.e.s de cours en communication, et ne manquait à l'appel que 9 professeur.e.s. Des 29 personnes rencontrées, seulement quatre sont des femmes ; voir : Proulx (1979).

ons satellitaires, câblodistribution, télématique), ainsi que sur la réglementation et les politiques de communication qui devront être définies pour l'avenir de la nation, que celle-ci soit canadienne ou québécoise. Lacroix et Lévesque (1984) ont fort bien résumé cet intérêt des décideurs politiques pour les innovations technologiques, en soulignant l'importance de « la réarticulation de l'ensemble des appareils de la sphère idéologico-culturelle qui joue le rôle moteur » de la reproduction de la société québécoise dans le "Mode de Production Capitaliste" canadien (1984, p. 1).

En s'affichant à titre d'experts les plus pertinents des nouvelles technologies électroniques, les chercheurs en communication (très majoritairement de jeunes hommes<sup>4</sup>) laissent croire qu'ils sont les mieux placés pour répondre aux réalités de la "nouvelle société post-industrielle, celle de l'information", telle que définie par Daniel Bell (1973). Pour ce faire, ils concoctent un cocktail théorique composé du structuralisme français (Lévi-Strauss, Barthes), du fonctionnalisme étatsunien (Katz, Rogers), de la théorie systémique (Bateson, Morin) et du déterminisme technologique (McLuhan). Cet échafaudage interdisciplinaire est donc construit sur des apports étrangers, coupé des travaux et des approches sociologiques alors mobilisés au Québec (l'héritage de l'École de Chicago, le fonctionnalisme de Talcott Parsons, et le renouveau marxiste de la *New Left*), mais aussi de l'apport des sciences politiques et de l'historiographie québécoises. D'une certaine façon, la recherche universitaire en communication au Québec est intervenue en 1970 sur la scène académique comme si les sciences québécoises de la culture et de la société n'avaient pas existé (voir : Yelle, 2000).

Dans le présent article, je souhaite justement retourner au début des sciences québécoises de la culture et de la société, et plus particulièrement à celui de l'enseignement de la sociologie en 1938 à l'Université Laval grâce au père Georges-Henri Lévesque. Connue de 1938 à 1943 sous le nom d'École des sciences sociales, politiques et économiques, cette structure, qui relève de la Faculté de philosophie, obtient le statut de Faculté en 1943. La recherche et l'enseignement effectués par les membres de cette faculté constituent la base de la recherche moderne canadienne-française en sciences sociales. Ce travail consiste surtout en l'examen du passage relativement tardif de la province au stade de la modernisation industrielle, tout spécialement en ce qui concerne ses effets dé-structurants / re-structurants sur le plan culturel. Ainsi que l'a démontré le sociologue étatsunien Everett C. Hughes (1945), la province est alors aux prises avec le phénomène de "l'américanisation" qui devient un enjeu crucial quant à son identité culturelle.

Mais avant d'aborder les contributions du père Lévesque et son équipe, je crois nécessaire de contextualiser la période étudiée dans cet article, laquelle précède ce qui, depuis 50 ans, est résumé par l'expression "Révolution tranquille". Celle-ci désigne une courte période allant de 1960 à 1966, et aurait succédé à une période désignée par autre expression, celle de la "Grande noirceur", qui réfère approximativement aux années allant de 1940 jusqu'à l'élection dite libératrice du gou-



vernement libéral de Jean Lesage, le 5 juillet 1960. La province québécoise serait ainsi passée, en quelques années, d'une société canadienne-française traditionnelle à une société moderne québécoise. Cette façon de résumer l'évolution de la province de Québec a été nommée par les historiens, depuis les années 1990, le "paradigme ou l'école de la rupture". L'historien Jacques Rouillard décrit l'impact auquel réfère cette expression : "(cette) explication s'est largement répandue au point de faire partie intégrante maintenant de la mémoire collective des Québécois et elle colore aussi grandement l'opinion que les Canadiens anglais se font de l'histoire du Québec" (Rouillard, 1998, p. 23).

Depuis une trentaine d'années, une remise en question de cette interprétation historiographique s'est imposée chez les historiens du Canada et du Québec. Qualifiée de révisionniste, elle a suscité d'importantes discussions dans la communauté universitaire des historiens, résultant en l'émergence définitive d'une école dite "de la continuité" (Dickson, 2009). Cette lecture de l'évolution de la province, laquelle concerne nécessairement l'histoire de ses idées et de ses intellectuel.le.s, favorise également une réévaluation des récits traditionnels qui relatent l'évolution de ses sciences sociales et humaines. C'est ce que propose Jean-Philippe Warren (2003) à propos de la sociologie québécoise, et ce avec une fougue et une autorité qui déstabilisent les idées reçues quant à l'évolution de cette discipline.

Dans les prochaines pages, je vais revenir sur quelques-uns des éléments présentés dans cette section afin de leur donner plus d'épaisseur. Intitulée « Les intellectuel.le.s au Québec, 1940-1959 », la prochaine partie souhaite justement illustrer comment, dans le monde des idées et de celles et ceux qui les portent, les débattent et les combattent, l'expression "Grande noirceur" s'avère paradoxale.

## 2- Les intellectuel.le.s au Québec, 1940-1960

Étudier les intellectuel.le.s et les universitaires<sup>5</sup> de cette période oblige à s'attarder aux institutions qu'ils fondent, aux réseaux qu'ils créent, aux revues qu'ils dirigent, et ce en incluant dans son champ de vision l'ensemble canadien. La quantité d'événements qui se déroulent au cours de cette période, sans oublier la complexité des enjeux, m'oblige à ne retenir que les principaux, selon une sélection qui, je l'admets, demeure strictement personnelle.

Commençons par la création du Canadian Social Science Research Council [CSSRC] à Ottawa en 1940, par des universitaires canadiens-anglais, dont l'historien R.G. Trotter et l'économiste et historien des médias Harold A. Innis. La mission du CSSRC est de "promouvoir la recherche en sciences sociales au Canada" et au nombre des associations disciplinaires qui le parrainent figurent la Société historique du Canada, l'Association canadienne de science politique et l'Association

5 Si les universitaires sont habituellement perçus comme des intellectuel.le.s, les intellectuel.le.s ne sont pas nécessairement des universitaires. De nombreux et nombreuses intellectuel.le.s travaillent dans les médias, en politique, dans la justice, dans les groupes communautaires, etc. Ils se caractérisent par leurs interventions publiques.

6 Afin de faciliter la lecture, le nom de ces sociétés est écrit en français, bien qu'à l'époque elles utilisaient principalement la langue anglaise.

7 De 1940 à 1958, le CSSRC reçoit un total de 636 325 \$ des fondations Rockefeller, Ford et Carnegie (Timlin 1968). En 1968, le CCRSS se réorganise et se transforme en la Fédération des sociétés savantes en sciences sociales (aujourd'hui Fédération des sciences humaines).

8 Un exemple : l'Association canadienne des humanités, lors du troisième Congrès des sociétés savantes du Canada, à Kingston, Ontario.

9 Trois exemples : l'Université Sir George Williams à Montréal en 1948 ; Université de Sherbrooke, 1954 ; Université Laurentienne, Sudbury, 1960.

10 Trois exemples : l'École des sciences sociales, économiques et politique de l'Université de Montréal devient une Faculté en 1942 ; création du premier programme universitaire de journalisme à l'Université Carleton, Ottawa, en 1945 ; création de l'École de service social de l'Université de Montréal en 1948.

11 Trois exemples : l'Institute of Psychology de l'Université d'Ottawa en 1941 ; l'Institut de recherches économiques et sociales lié aux universités de Montréal et Laval, en 1942 ; l'Institut d'histoire de l'Université Laval en 1945 ;

12 La *Revue de psychologie*, Université de Montréal, en 1942 ; les revues *Relations industrielles* et *Laval théologique et philosophique*, de l'Université Laval, en 1945 ; la revue *Recherches sociographiques* à l'Université Laval, en 1960.

13 La Société royale du Canada [SRC - RSC] est fondée en 1881 par le gouverneur général Lorne, avec l'appui de Pierre-Olivier Chauveau et de William Dawson. La section 1 de la Société est nommée « Lettres et sciences humaines canadiennes-françaises ». La SRC publiera ses *Mémoires et compte rendus* dès l'année 1883.

canadienne de pédiatrie<sup>6</sup>. Jusqu'en 1959, année où il se voit remplacé par le nouveau Conseil des Arts du Canada dans l'octroi de bourses, le CSSRC sélectionne les boursiers de recherche qui sont financés par les sociétés philanthropiques étatsuniennes Rockefeller, Carnegie et Ford<sup>7</sup>. Tout au long de cette période de près de vingt ans sont créées de nouvelles associations disciplinaires et professionnelles<sup>8</sup>, des universités<sup>9</sup>, des programmes et des départements<sup>10</sup>, des instituts de recherche universitaires<sup>11</sup>, des revues scientifiques<sup>12</sup>, bref, un ensemble déterminant de leviers pour la recherche universitaire dans l'ensemble du pays.

Si les principaux exemples que j'offre en notes de bas de page sont principalement québécois, il importe de souligner que sur le plan du financement de la recherche universitaire (sa protection, son autonomie, sa croissance), les efforts des Canadiens anglais, qu'ils travaillent en Ontario, au Québec, ou dans les provinces maritimes, sont cruciaux. Les rôles joués par le CSSRC et l'*Academy of Humanities and Social Sciences* de la Société royale du Canada<sup>13</sup>, que cela soit durant la Deuxième guerre<sup>14</sup>, ou lors de la création d'un nouveau Conseil réservé aux humanités en 1943 (*Humanities Research Council of Canada* [HRCC]<sup>15</sup>), montrent bien que les enjeux politiques de financement et de reconnaissance universitaire se font surtout dans le milieu anglophone. À compter de 1949, on remarque la présence nouvelle de Canadiens français dans ces instances, comme Maurice Lebel (Université Laval) qui préside la première conférence régionale du HRCC à Halifax (Nouvelle-Écosse), et Jean-Charles Falardeau (Université Laval) qui co-rédige le rapport déposé par le CSSRC à la Commission royale d'enquête sur l'avancement des arts, lettres et sciences, également codirigée par un Canadien français, soit le père Georges-Henri Lévesque de l'Université Laval<sup>16</sup>.

Je précise que les quelques exemples canadiens-français d'institutionnalisation universitaire que j'ai identifiés en notes en bas de pages se distinguent des innovations canadiennes-anglaises par le rôle qu'y ont joué les représentants de l'Église, qu'ils soient séculiers ou non, ou dominicains comme le père Lévesque et le père Mailloux, pionnier de l'enseignement universitaire en psychologie au Québec. De même, les jésuites interviennent sur la scène des idées et de la morale, mais dans un espace plus politique et plus conservateur, à l'École sociale populaire. Fondée en 1911, elle est inspirée par sa cousine française et alignée sur la doctrine sociale de l'Église<sup>17</sup>.

Les intellectuel.le.s, même ceux et celles qui étaient lié.e.s, à l'Église, se trouvent souvent au cœur de vives tensions avec le pouvoir étatique et gouvernemental. Par exemple, le père Lévesque, surnommé le « petit rouge » par le Premier ministre Maurice Duplessis à cause de son opiniâtreté à fonder une École des sciences sociales à l'Université Laval, a traversé des périodes difficiles. Le cardinal Villeneuve de Québec doit intervenir en sa faveur auprès de Duplessis, tout comme le cardinal Léger le fait pour le père Mailloux de l'Université de Montréal. Ce qui n'empêche pas l'historien et intellectuel de droite Robert Rumilly d'écrire ceci en 1956 : "Tout le monde sait dans quel esprit le père Georges-Henri Lévesque, do-

14 En décembre 1942, les principaux des universités McGill et Queen's recommandent au gouvernement fédéral d'abolir l'enseignement des "humanités" dans les universités afin de favoriser l'effort de guerre. La Société royale du Canada et le CSSRC (alors sous le leadership d'Harold A. Innis), s'opposent farouchement à une telle recommandation.

15 En février 1943, la Société royale du Canada propose au CSSRC de former une organisation nationale pour la recherche dans les Humanités. Une première rencontre des membres du nouveau Humanities Research Council of Canada a lieu à Montréal en mai. Les disciplines représentées sont : langues et littératures anciennes, langues et littératures modernes, langues et littératures orientales, histoire ancienne et médiévale, philosophie.

16 Le *Rapport de la Commission d'enquête sur l'avancement des arts, lettres et sciences* (1949-1951) est déposé en 1951. Cette commission est mieux connue par le nom de son président, l'Honorable Vincent Massey.

17 Elle favorise la « recherche d'un ordre social catholique » et la propagande du syndicalisme catholique. L'École publie des tracts mensuels (487 numéros, jusqu'en 1956) et des fascicules; fonde les Semaines sociales du Canada, puis la revue *Relations* (1941-). En 1950, l'École devient l'Institut social populaire.

minicain, a organisé la faculté de Sciences sociales à l'Université Laval. Il en a fait un foyer du gauchisme" (apud Lamonde et al., 2015, p. 81).

Il est clair que les conditions intellectuelles et culturelles ne sont pas les mêmes au Canada anglais et au Canada français. Par exemple, seulement 3% des professeurs d'université du Canada sont des Canadiens français en 1947 (Garaudy, 1968). Et lorsque le gouvernement libéral fédéral de Louis Saint-Laurent réagit positivement à la recommandation du Rapport Massey d'investir dans les universités canadiennes en votant une aide financière de sept millions de dollars le 19 juin 1951 pour l'année en cours, le Premier ministre Duplessis menace les universités québécoises : si elles acceptent l'aide du fédéral, elles perdront l'aide financière du provincial. Les universités plient devant la menace de Duplessis (voir : Harvey, 2014).

L'intellectuel.le canadien.ne français.e est aussi catholique, ce qui ne l'empêche pas de se battre pour une justice sociale progressiste que craint le clergé, ou d'émettre des idées qualifiées à l'époque de trop libérales (Gauvreau, 2008). La revue *Cité libre* est la création, en 1950, de Pierre-Elliott Trudeau, Jean Marchand et Gérard Pelletier, trois intellectuels et fervents catholiques. La longue confrontation qui oppose le Chanoine Lionel Groulx et le père Lévesque dans les années 1940 est un exemple pertinent de la différence qui existe entre un catholicisme conservateur et un catholicisme libéral : d'un côté, l'appel de la race canadienne-française, de l'autre la déconfessionnalisation des syndicats et des coopératives ; d'un côté un projet idéologique nationaliste, de l'autre un projet scientifique positiviste. Émerge aussi, autour de 1950, une discussion sur les responsabilités de l'intellectuel catholique laïque, sans oublier la condamnation, par le clergé, des intellectuels « dangereux » qui auraient tourné le dos au catholicisme.

Les intellectuel.le.s du Canada français sont encore bien catholiques en 1962, ainsi que le montre l'enquête effectuée par *Le Nouveau Journal* auprès de 125 intellectuel.le.s considéré.e.s parmi les plus important.e.s. Sur les 80 qui répondent au questionnaire et à la question demandant d'identifier les cinq écrivains les ayant le plus influencés, les noms qui reviennent le plus souvent (10 à 13 fois), sont : Claudel, Pascal, Bernanos, Dostoïevski, Teilhard de Chardin, Maritain et Péguy (Lamonde et al., 2015, p. 110). Un palmarès qui aurait tout aussi bien pu être celui d'une enquête effectuée en France à la même époque...

### 3- Les deux récits historiographiques : la rupture et la continuité

Depuis le milieu des années 1980, les historien.ne.s et les sociologues ont démontré un véritable intérêt envers l'entrée du Québec dans la modernité, pour reprendre le titre d'un livre du sociologue Marcel Fournier (1986). Selon Jacques Rouillard (1998), les historien.ne.s de langue française, au Québec comme en Eu-

18 Malheureusement, même après des heures de recherche, j'ai été incapable de retrouver l'auteur de cette analogie.

rope francophone, ne se sont tourné.e.s vers la contemporanéité qu'à compter des années 1960. Au même moment, les sociologues rivalisent avec les politologues et les poètes sur la scène intellectuelle, et la sociologie attire des centaines d'étudiant.e.s dans les classes des universités canadiennes-françaises. Celle-ci s'impose comme la discipline de la modernité, une discipline qui se concentre sur le présent, sur le travail à faire pour transformer le Québec.

Au-delà des particularités propres à la société canadienne-française que nous avons déjà présentées, lesquelles apparaissent révélatrices d'une société qui freinait plus qu'elle n'accélérait, il importe ici de rappeler, comme l'ont écrit Couture (1991), Paquet (1994) et Rouillard (1998), que le récit accepté d'une Grande noirceur étouffante, retardée économiquement et anti-intellectuelle, a favorisé celui d'une Révolution tranquille en rupture complète et totale envers le passé québécois. Le projet idéologique de la construction d'un Québec moderne, inspiré par un nationalisme décolonisateur -la revue *Parti pris*, fondée en 1963, en est un bon exemple-, se fonderait sur une lecture réductrice du passé, mettant de l'avant le principe de la rupture comme l'idéal à atteindre, une posture qui nourrira par la suite le récit mythique de la "Grande noirceur", dans lequel les intellectuel.le.s jouent simultanément les rôles de pères, de mères et d'obstétriciens de la Révolution tranquille<sup>18</sup>.

Rouillard (1998) et Paquet (1994) soulèvent, chacun de leur côté, que de 1901 à 1961, l'urbanisation de la province a été plus développée que partout ailleurs au Canada, sauf en Ontario; que l'industrialisation de la province remonte au deuxième tiers du 19<sup>e</sup> siècle; que l'importance du secteur primaire commence déjà à décliner en 1931, contrairement au reste de l'économie canadienne, et qu'en 1952, la province bénéficie du deuxième plus haut revenu *per capita*, tout juste derrière les États-Unis.

Sur le plan de la culture, Rouillard (1998) souligne que les classes sociales étaient loin d'être culturellement homogènes, que le libéralisme se manifestait déjà dans la presse populaire dès les années 1920, et que l'immigration des seules années 1950 s'est établie à plus de 325 000 personnes. Paquet (1994) précise que la popularité de plusieurs romans urbains de l'époque, comme ceux de Réjean Lemelin et de Gabrielle Roy, suggère que les classes populaires n'étaient peut-être pas si dominées ou ignorantes qu'on l'a laissé croire.

Sur le plan intellectuel, en parallèle à la création des lieux universitaires déjà nommés, existent des revues intellectuelles comme *La Nouvelle Relève* (1941), espace de discussion au Québec du courant philosophique catholique dit "personnalisme", incarné par les français Jacques Maritain et Emmanuel Mounier de la revue *Esprit*; et la revue *Cité Libre* (1950), qui marque les années 1950 en multipliant les critiques contre le conservatisme du clergé canadien-français.



Pour Rouillard (1998), la Révolution tranquille n'a pas été une rupture, mais un tournant, une accélération des changements qui se sont manifestés depuis les années 1930 ; pour Paquet (1994), la Révolution tranquille constitue la réponse organisationnelle et institutionnelle à l'augmentation importante des naissances (2 millions entre 1950 et 1965), car les infrastructures du temps, principalement celles du clergé (hôpitaux, écoles, collèges), ne peuvent absorber une telle masse critique. Ainsi, la Révolution tranquille n'aurait rien d'une révolution spontanée. Pour plusieurs intellectuel.le.s du Canada français, tout particulièrement ceux et celles qui apprécient la bagarre des idées, les années 1950, qui suivent la grève de l'amiante de 1949, favorisent l'engagement de l'intellectuel.le en zone urbaine.

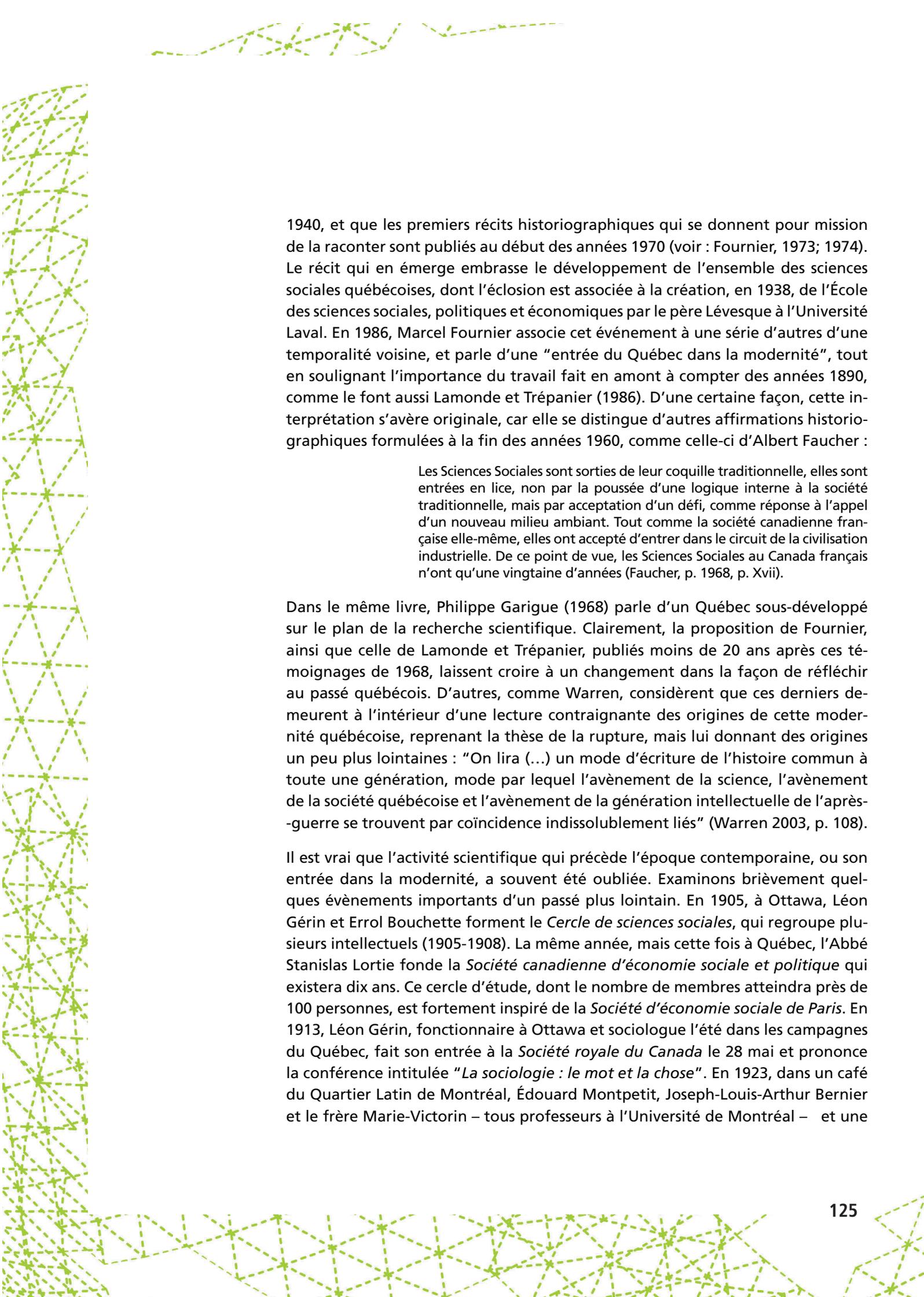
Depuis la fin des années 1990, une nouvelle génération d'historiens et historien-nes qualifié.e.s de "post-révisionnistes", cherchent à comprendre "le présent en examinant les utopies et idéaux qui animaient les générations précédentes" (Boily, 2003). Cela constituerait un tournant pour l'historiographie car les discours intellectuels du passé, ainsi que les figures qui les animaient, seraient abordés comme un authentique objet d'étude ; désormais, l'histoire intellectuelle s'impose comme un champ de plus en plus populaire au Québec et au Canada. En 2004 est publié un livre bilingue intitulé *Les idées en mouvement : perspectives en histoire intellectuelle et culturelle du Canada*, lequel atteste de la santé de l'histoire intellectuelle au pays. Dans leur introduction, les éditeurs insistent sur le principe qu'il ne saurait être productif de perpétuer la vieille distinction entre histoire intellectuelle et histoire culturelle. Ils précisent ainsi :

La frontière entre les deux champs est nécessairement floue, voire artificielle. Comment dissocier le culturel de l'intellectuel, l'action de la pensée, les pratiques des principes, les rituels des croyances, les masses des élites ? Il est aussi illusoire de vouloir dissocier l'intellectuel du culturel que d'isoler l'individu de la société. L'individu existe par la société alors que la société existe par les individus. La culture naît de la pensée alors que la pensée se structure grâce à la culture. (Bélanger, Coupal et Ducharme, 2004, p. 8)

À mon avis, c'est justement ce type d'approche qu'ont adopté les auteurs cités plus haut dans cet article, principalement Couture, Rouillard et Paquet, en contestant les positions de l'école de la rupture. En ce qui concerne l'évolution de la sociologie québécoise, Jean-Philippe Warren (2003) applique et développe cette remise en question. C'est ce que à quoi je vais m'attarder dans la dernière portion de cet article.

#### **4- Histoire de la sociologie québécoise : l'entrée dans la modernité et le rôle joué par Jean-Charles Falardeau (1914-1989)**

L'historiographie de la sociologie québécoise s'est rédigée assez rapidement, considérant que cette discipline n'est apparue à l'Université qu'au début des années



1940, et que les premiers récits historiographiques qui se donnent pour mission de la raconter sont publiés au début des années 1970 (voir : Fournier, 1973; 1974). Le récit qui en émerge embrasse le développement de l'ensemble des sciences sociales québécoises, dont l'éclosion est associée à la création, en 1938, de l'École des sciences sociales, politiques et économiques par le père Lévesque à l'Université Laval. En 1986, Marcel Fournier associe cet événement à une série d'autres d'une temporalité voisine, et parle d'une "entrée du Québec dans la modernité", tout en soulignant l'importance du travail fait en amont à compter des années 1890, comme le font aussi Lamonde et Trépanier (1986). D'une certaine façon, cette interprétation s'avère originale, car elle se distingue d'autres affirmations historiographiques formulées à la fin des années 1960, comme celle-ci d'Albert Faucher :

Les Sciences Sociales sont sorties de leur coquille traditionnelle, elles sont entrées en lice, non par la poussée d'une logique interne à la société traditionnelle, mais par acceptation d'un défi, comme réponse à l'appel d'un nouveau milieu ambiant. Tout comme la société canadienne française elle-même, elles ont accepté d'entrer dans le circuit de la civilisation industrielle. De ce point de vue, les Sciences Sociales au Canada français n'ont qu'une vingtaine d'années (Faucher, p. 1968, p. Xvii).

Dans le même livre, Philippe Garigue (1968) parle d'un Québec sous-développé sur le plan de la recherche scientifique. Clairement, la proposition de Fournier, ainsi que celle de Lamonde et Trépanier, publiés moins de 20 ans après ces témoignages de 1968, laissent croire à un changement dans la façon de réfléchir au passé québécois. D'autres, comme Warren, considèrent que ces derniers demeurent à l'intérieur d'une lecture contraignante des origines de cette modernité québécoise, reprenant la thèse de la rupture, mais lui donnant des origines un peu plus lointaines : "On lira (...) un mode d'écriture de l'histoire commun à toute une génération, mode par lequel l'avènement de la science, l'avènement de la société québécoise et l'avènement de la génération intellectuelle de l'après-guerre se trouvent par coïncidence indissolublement liés" (Warren 2003, p. 108).

Il est vrai que l'activité scientifique qui précède l'époque contemporaine, ou son entrée dans la modernité, a souvent été oubliée. Examinons brièvement quelques événements importants d'un passé plus lointain. En 1905, à Ottawa, Léon Gérin et Errol Bouchette forment le *Cercle de sciences sociales*, qui regroupe plusieurs intellectuels (1905-1908). La même année, mais cette fois à Québec, l'Abbé Stanislas Lortie fonde la *Société canadienne d'économie sociale et politique* qui existera dix ans. Ce cercle d'étude, dont le nombre de membres atteindra près de 100 personnes, est fortement inspiré de la *Société d'économie sociale de Paris*. En 1913, Léon Gérin, fonctionnaire à Ottawa et sociologue l'été dans les campagnes du Québec, fait son entrée à la *Société royale du Canada* le 28 mai et prononce la conférence intitulée "*La sociologie : le mot et la chose*". En 1923, dans un café du Quartier Latin de Montréal, Édouard Montpetit, Joseph-Louis-Arthur Bernier et le frère Marie-Victorin – tous professeurs à l'Université de Montréal – et une



quinzaine d'autres chercheurs fondent l'*Association canadienne française pour l'avancement des sciences*, l'ACFAS (Gingras, 1994).

Cet instantané d'une période qui nous est aujourd'hui bien lointaine (1910-1940), a constitué un terreau incontournable favorisant l'institutionnalisation des sciences sociales et humaines au Québec, indissociable de l'entrée de la province dans une modernité dite juvénile. Lamonde et Trépanier ont d'ailleurs critiqué cet oubli avec plus d'éloquence :

En effet, s'il est une histoire idéologiquement surinvestie, elle aussi, c'est celle de la culture au Québec où, après la création rapide de "héros nationaux", ceux du Refus Global, de la "Révolution tranquille" ou de la grève d'Asbestos, on s'est empressé de renvoyer à la géhenne d'une ténébreuse noirceur tout ce qui s'était fait avant. (Lamonde et Trépanier, 1986, p. 11).

Lesdits fondateurs que sont le père Lévesque, le prêtre Gérard Dion, le père Mailloux, François-Albert Angers, Monseigneur Georges Gauthier, mais aussi les piliers moins âgés comme Falardeau et Rocher, s'entendent entre eux pour situer les débuts de l'institutionnalisation des sciences sociales au Québec durant les années 1930-1940 (Lévesque *et al*, 1984). Ce qui nous conduit maintenant à cette année si importante pour les historiens des sciences sociales québécois, l'année 1938.

Les premiers sociologues québécois francophones ne manquent pas, dès leurs premiers écrits, de préciser et de raconter les chemins parcourus par leurs prédécesseurs, comme le font Dumont et Falardeau en 1960 :

Nous n'oublions surtout pas les chercheurs, récents ou plus anciens, qui nous ont précédés. Il faudra bien un jour écrire l'histoire des recherches sociales au Canada français – une histoire qui fut sporadique, avec des arrêts et des rebondissements, mais sous laquelle on retrouve une tradition tenace dont nous voulons continuer à nous inspirer. Quand nous pensons à cette tradition, nous évoquons surtout un état d'esprit. Nous évoquons l'état d'esprit qui fut celui d'un Léon Gérin, d'un Errol Bouchette, d'un Edmond de Nevers. Ils furent les premiers à se poser des questions au sujet de notre société, à poser des questions à notre société. (Dumont et Falardeau, 1960, p. 5).

Les penseurs de la "pré-institutionnalisation" jouèrent un rôle considérable dans la quête d'une recherche sociale et critique au Québec, dans une période marquée par une première guerre mondiale, l'arrivée de la radio et du "danger moral" que constituait le cinéma selon le clergé québécois<sup>19</sup>. En 1964, Falardeau souligne de nouveau cette importance des précurseurs :

Les spécialistes des sciences sociales de notre génération se substituent en quelque sorte à ceux qui, au cours de notre XIX<sup>e</sup> siècle et jusqu'à une époque récente, ont assumé la responsabilité de définir et de canaliser le destin canadien-français. (...) il y a eu parmi ces chefs de file intellectuels du passé, des penseurs hardis et novateurs qui, en avance sur les courants de leur époque et quelques fois très informés de l'une ou l'autre des sciences sociales telle qu'elles existaient alors,

<sup>19</sup> Dès 1916, l'*École sociale populaire* des jésuites souhaitait interdire les salles de cinéma aux moins de 16 ans.



ont été littéralement les précurseurs de nos entreprises et de nos réussites actuelles. (...) Ils nous servent, à défaut de tradition intellectuelle, de pôles indicateurs sinon de modèles. (Falardeau, 1964, p. 11).

Il ne faut pas s'imaginer que la période 1945-1960 en fut une exempte de préjugés et de condamnations envers les sciences sociales. Lorsqu'ils signent l'éditorial du premier numéro de la revue *Recherches sociographiques* en janvier 1960, Dumont et Falardeau doivent prendre le temps de préciser qu'ils refusent l'accusation "d'internationalistes" qui était formulée à leur endroit en affirmant qu'ils sont solidaires avec leur milieu.

On le constate, l'histoire de la recherche sociale québécoise s'inscrit à l'intérieur d'une évolution socio-politique et culturelle complexe, comme dans d'autres sociétés catholiques. Lors d'un colloque sur les trente ans de la Révolution tranquille, Fernand Dumont rappelle justement, d'une façon plus nuancée, que les acquis de la Révolution tranquille sont le résultat d'un long travail qui en avait préparé le déploiement :

La Révolution tranquille a été précédée par un prodigieux travail d'interprétation. Surtout à partir de la Seconde Guerre mondiale, la critique s'est étendue à tous les domaines de la vie collective ; les projets de tous ordres ont proliféré en conséquence. Pour l'essentiel, le remaniement accéléré des institutions, effectué à partir de 1960, n'a été que la mise en œuvre de cette entreprise d'examen et de planification. (Dumont, 1991, p. 11).

20 Notons que les dominicains n'étaient pas tous si éclairés comme en rend compte le dossier sur l'américanisme proposé par la *Revue dominicaine* en 1936 et étalé sur plusieurs numéros. En conclusion du dossier, le père Lamarche identifie quatre « déchets » enseignés à l'université : la psychanalyse de Freud, la biologie, la sociologie qui est marxiste et l'économie politique, elle aussi marxiste (voir Lamarche 1936).

21 Le père Mailloux occupe une place importante dans l'histoire institutionnelle des études en communications. En 1969, alors directeur du Département de psychologie de l'Université de Montréal, le père Mailloux met sur pied une section « communication » au premier cycle et engage James Taylor, doctorant à l'Université de Pennsylvanie, pour la diriger. Cette section devient le Département de communication en 1973.

L'ordre des Dominicains s'implique dans l'université (Collège dominicain, Ottawa) et propose une "doctrine plus libérale, plus ouverte aux défis de la science, plus encline aussi à vouloir se concilier le monde moderne" (Gagné et Warren, 2003, p. 145)<sup>20</sup>. Les dominicains envoient le jeune George-Henri Lévesque à l'Université Catholique de Lille puis à celle de Louvain pour qu'il y effectue son doctorat, et le jeune Noël Mailloux à l'University of Cincinnati pour qu'il y fasse un post-doctorat en psychologie. Les retours au Québec de Lévesque et de Mailloux se font dans l'enseignement universitaire, puis dans la réalisation de projets d'innovation institutionnelle. Si j'ai déjà souligné le travail de Lévesque à Québec, je précise que l'Université de Montréal ouvre son *Institut de psychologie*, dirigé par Mailloux, en septembre 1942. Les travaux et les enseignements du père Mailloux et de son équipe les conduisent à fonder en 1951 le Centre de recherches en relations humaines et sa revue scientifique, *Contributions à l'étude des sciences de l'homme*, qui existe jusqu'en 1971. Les recherches qui y sont effectuées s'inspirent des enquêtes et des travaux de Kurt Lewin, de la psychologie sociale de la personnalité de G.W. Allport, et des études de Brunner et de MacLeod (Mailhiot, 1962)<sup>21</sup>.

À Québec, Lévesque est entouré de deux dominicains exilés d'Europe, Eschman et Delos, et d'un franciscain, le père Gonzalve Poulin qui a fait ses études à Lille. D'autres religieux participent à la création de nouveaux programmes universitaires, comme le prêtre Gérard Dion qui enseigne les relations industrielles à l'Université



de Montréal à compter de 1939, ou le père Guillemette qui crée l'École de service social de la même université en 1948, ou le père Bouvier qui en 1949 y permet la création d'une Section de relations industrielles.

Les nouvelles structures mises en place permettent ensuite d'identifier une relève qui est encouragée à poursuivre sa formation à l'extérieur de la province, à commencer par Jean-Charles Falardeau à Chicago, un des premiers étudiants du père Lévesque à l'Université Laval, et qui devient en 1943 le premier professeur canadien-français laïque en sociologie. Comme l'a écrit Marcel Fournier (1986, p. 232-233) : "L'impact de cette nouvelle démarche sera d'autant plus grand que, non seulement elle introduit un nouveau code de connaissance opposée au savoir doctrinal et à la culture lettrée, mais aussi elle propose de nouvelles représentations de la réalité sociale elle-même".

À la fin de la décennie quarante, Falardeau enseigne à Guy Rocher, à Fernand Dumont, à Yves Martin et à Gérard Fortin, lesquels deviendront tous ses collègues au cours des années 1950, après des études supérieures à l'étranger, alors que d'autres iront enseigner dans le nouveau département de sociologie de l'Université de Montréal, créé en 1955 par l'abbé Norbert Lacoste.

En 1949, Falardeau explique ce qu'est la sociologie dans la revue *Culture. Sciences religieuses et profanes au Canada*. Il commence à définir l'objet en s'inspirant des Français Durkheim, Mauss et Gurvitch, puis précise qu'il existe deux classes de sociologues : les formalistes (Simmel) et les dynamiques. Il emprunte ensuite à Louis Wirth (Université de Chicago) sa définition de la sociologie, puis remonte à Spencer, Weber, Tonnies et W.I. Thomas, avant d'expliquer la méthode structuro-fonctionnelle de Parsons. Il conclut en référant à deux textes écrits l'année précédente par Edward Shills et Parsons sur l'état de la sociologie aux États-Unis. Curieusement, les références aux travaux canadiens sont absentes : il ne commente pas les travaux en économie politique d'Innis qui est reconnu aux États-Unis depuis 15 ans, ni les études effectuées depuis 1930 dans le cadre du Social Science Research Project dans l'Ouest canadien financé par la Rockefeller Foundation, ni les études régionalistes de C.D. Dawson à McGill.

Après avoir déposé un mémoire de fin de baccalauréat sur les Hurons de Lorette en 1939, qui lui vaudra le prix Raymond-Casgrain, Jean-Charles Falardeau obtient une bourse de la Société royale du Canada pour aller parfaire sa formation universitaire en sociologie à l'université de Chicago (Langlois, 2012). À son arrivée au département de sociologie, il retrouve Everett C. Hughes qu'il a connu à Laval et qui le présente ainsi à Robert Park : "Here is your spiritual grandson" (Fournier, 1986). Falardeau y fera deux séjours qui se terminent en juillet 1943, à suivre essentiellement des cours de premier cycle. Il revient cette même année à l'Université Laval, car un poste de professeur en sociologie l'y attend. Trop pris par ses fonctions de professeur et d'intellectuel public, Falardeau n'obtiendra pas son doctorat à Chicago, mais il défendra avec succès son projet de thèse le 1<sup>er</sup> mai 1949 (Langlois, 2012).



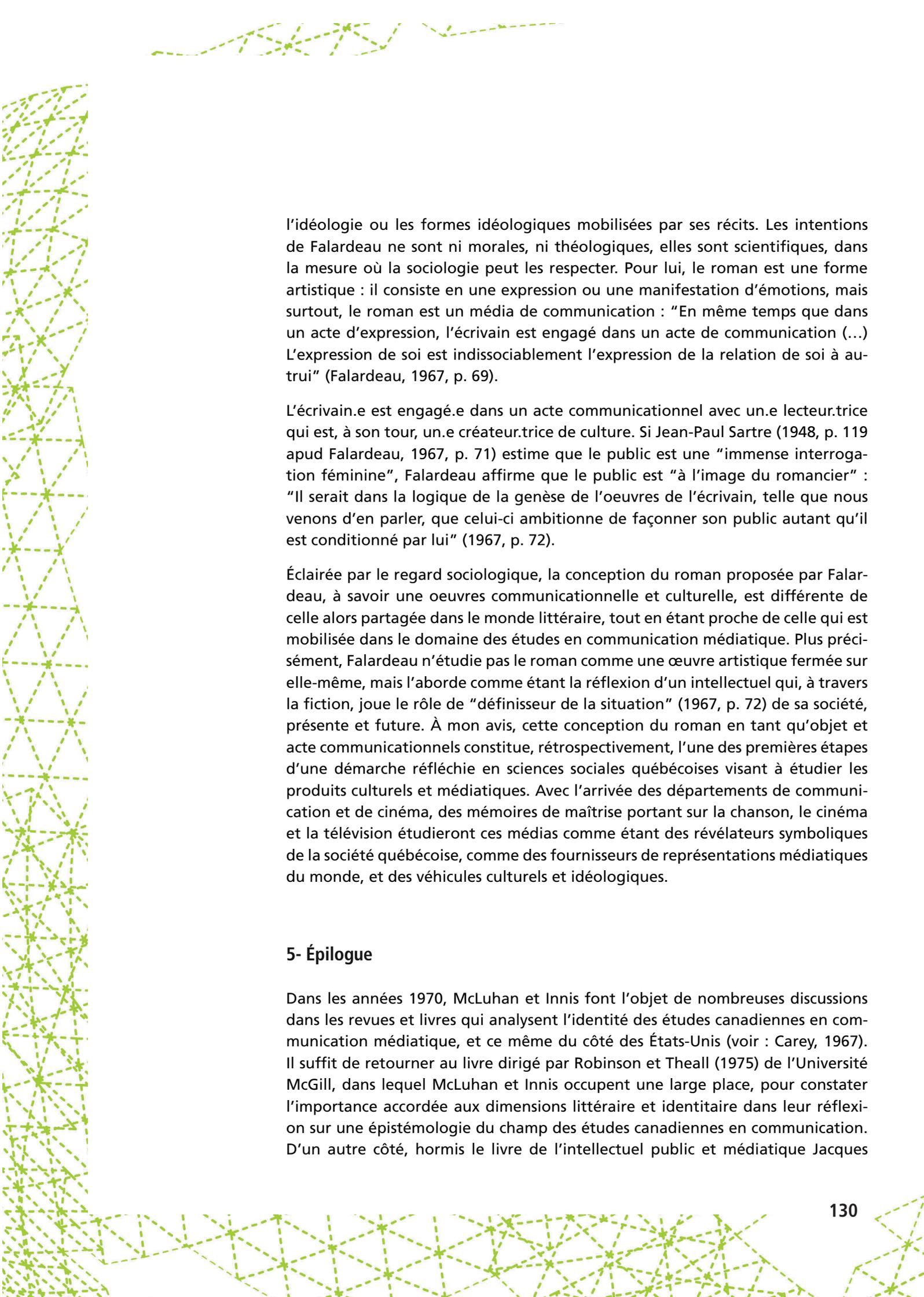
Cette décennie s'avère très occupée pour Falardeau : il traduit le livre de Hughes (1945) et publie un grand nombre d'articles et recensions (s.a. 1982). J'ai déjà mentionné sa participation au CRRSC devant la Commission Massey, mais il importe de préciser qu'il en devient le premier président francophone en 1951. L'année précédente, il s'était joint à l'équipe d'une nouvelle revue devenue célèbre, *Cité libre*, puis organise le symposium du centenaire de l'Université Laval en 1952, qui donnera lieu, l'année suivante, à la publication d'un ouvrage portant sur le Québec (Falardeau 1953). L'amitié développée avec Pierre Elliot Trudeau au sein de *Cité libre* se vérifie en 1956 lorsqu'il signe la préface du livre *La guerre de l'amiante* que Trudeau a rédigé.

L'influence de Park et Hughes sur sa démarche intellectuelle et scientifique le conduit à étudier la province de Québec à travers son évolution structurelle, plutôt que par ses querelles constitutionnelles. Tout comme Hughes et Miner, il analyse l'évolution de la société québécoise à l'aide de la "théorie du passage" que l'anthropologue Robert Redfield, directeur de thèse de Miner, développe à la même époque à propos de l'Amérique latine. Ainsi que l'écrit Marcel Fournier (1986), Falardeau explique les difficultés du Québec en étudiant les antinomies qui traversent et opposent des identités culturelle et religieuse, à la lumière de l'urbanité croissante et de la culture étatsunienne.

S'il est intéressé par la politique, il ne l'est pas comme Trudeau, Marchand et Pelletier, pas plus qu'il n'est un partisan de la thèse qui réduisait les problèmes sociaux et économiques du Québec à sa seule domination politique, tout comme il refuse le programme du Chanoine Groulx et son retour à une société traditionnelle paradisiaque. Tout juste avant de partir pour Chicago en 1941, il publie, dans la revue *l'Action Nationale*, une réflexion sur l'existence d'une véritable culture canadienne-française qui serait consciente d'elle-même. Il conclut qu'hormis les cas de l'art et de la musique, cette culture est encore à venir.

En 1967, dans *Notre société et son roman*, sa position a changé : la littérature a enfin contribué à l'expression de l'identité contemporaine québécoise, ce qui ne signifie pas qu'il s'agisse d'une grande littérature. Ce livre est une collection d'articles qu'il a écrits et publiés depuis une dizaine d'années et dans lequel il révèle son intérêt pour une sociologie du roman québécois. Falardeau perçoit dans ce genre littéraire quelque chose qui annonce les changements qui se produiront dans la société québécoise, révélant une société que les Canadiens français aiment ou haïssent : "Le roman, c'est la société rêvée, recomposée, transfigurée, transcendée". Le roman devient, pour lui, un objet d'étude à part entière de la sociologie.

Effectuer une sociologie du roman, c'est faire une sociologie de la culture d'une société, d'un peuple; cela oblige à être informé de la géographie qu'il dépeint, de l'exactitude ou de l'imaginaire de ses représentations de la famille, de ses descriptions des institutions, mais aussi de ses incarnations de la professionnalisation naissante, de ses classes sociales, de ses relations sociales, tout cela afin de révéler



l'idéologie ou les formes idéologiques mobilisées par ses récits. Les intentions de Falardeau ne sont ni morales, ni théologiques, elles sont scientifiques, dans la mesure où la sociologie peut les respecter. Pour lui, le roman est une forme artistique : il consiste en une expression ou une manifestation d'émotions, mais surtout, le roman est un média de communication : "En même temps que dans un acte d'expression, l'écrivain est engagé dans un acte de communication (...) L'expression de soi est indissociablement l'expression de la relation de soi à autrui" (Falardeau, 1967, p. 69).

L'écrivain.e est engagé.e dans un acte communicationnel avec un.e lecteur.trice qui est, à son tour, un.e créateur.trice de culture. Si Jean-Paul Sartre (1948, p. 119 apud Falardeau, 1967, p. 71) estime que le public est une "immense interrogation féminine", Falardeau affirme que le public est "à l'image du romancier" : "Il serait dans la logique de la genèse de l'oeuvre de l'écrivain, telle que nous venons d'en parler, que celui-ci ambitionne de façonner son public autant qu'il est conditionné par lui" (1967, p. 72).

Éclairée par le regard sociologique, la conception du roman proposée par Falardeau, à savoir une oeuvre communicationnelle et culturelle, est différente de celle alors partagée dans le monde littéraire, tout en étant proche de celle qui est mobilisée dans le domaine des études en communication médiatique. Plus précisément, Falardeau n'étudie pas le roman comme une oeuvre artistique fermée sur elle-même, mais l'aborde comme étant la réflexion d'un intellectuel qui, à travers la fiction, joue le rôle de "définisseur de la situation" (1967, p. 72) de sa société, présente et future. À mon avis, cette conception du roman en tant qu'objet et acte communicationnels constitue, rétrospectivement, l'une des premières étapes d'une démarche réfléchie en sciences sociales québécoises visant à étudier les produits culturels et médiatiques. Avec l'arrivée des départements de communication et de cinéma, des mémoires de maîtrise portant sur la chanson, le cinéma et la télévision étudieront ces médias comme étant des révélateurs symboliques de la société québécoise, comme des fournisseurs de représentations médiatiques du monde, et des véhicules culturels et idéologiques.

## 5- Épilogue

Dans les années 1970, McLuhan et Innis font l'objet de nombreuses discussions dans les revues et livres qui analysent l'identité des études canadiennes en communication médiatique, et ce même du côté des États-Unis (voir : Carey, 1967). Il suffit de retourner au livre dirigé par Robinson et Theall (1975) de l'Université McGill, dans lequel McLuhan et Innis occupent une large place, pour constater l'importance accordée aux dimensions littéraire et identitaire dans leur réflexion sur une épistémologie du champ des études canadiennes en communication. D'un autre côté, hormis le livre de l'intellectuel public et médiatique Jacques



Languirand (1972), ces dimensions ne sont pas abordées par les chercheur.e.s québécois.e.s en communication de l'époque : le littéraire (soit la littérature comme objet d'étude, incluant ses méthodes d'analyse) est alors poussé dans les marges par la sémiologie, et l'identité québécoise est soit tenue pour acquise ou/et mobilisée dans les conflits entre les états fédéral et provincial québécois à propos des cadres juridiques des nouvelles télécommunications. La dimension littéraire et l'identité culturelle québécoise ne seront discutées qu'à compter de 1980, lorsque la professeure Annie Méar de l'Université de Montréal dirigera et publiera un ouvrage sur la télévision québécoise et ses récits (Méar, 1980).

En ce qui concerne l'intérêt démontré envers l'historiographie dans les études en communication au Québec, à l'exception de quelques figures importantes comme Jean de Bonville (1988) et Marc Raboy (1996), qui ont largement publié dans le domaine, sa présence est demeurée passablement limitée. Heureusement, une nouvelle génération de professeur.e.s et de doctorant.e.s semblent aujourd'hui vouloir explorer le domaine, et ce à ma plus grande joie.

## Bibliographie

\_\_\_\_\_. Bibliographie de Jean-Charles Falardeau. *Recherches sociographiques*, 23, 2, p. 429-437, 1982.

AUBIN, F. La « nouvelle résistance ». *Stratégies de publicisation déployées par des intellectuels critiques de la globalisation (1994-2005)*. 2006. 415 p. Thèse (Doctorat en communication) – GRICIS-UQAM. Montréal, 2006.

BEAUCHAMP-Forget, J. *Radio et civilisation au Canada français*. 1948. 207 p. Thèse (doctorat) – Université de Paris. Paris, 1948

BÉLANGER, D-C.; COUPAL, S.; DUCHARME, M. (Dirs.). *Les idées en mouvement : perspectives en histoire intellectuelle et culturelle du Canada*. Québec: Presses de l'Université Laval, 2004.

BELL, D. *The Coming of Post Industrial Society: A Venture in Social Forecasting*. Basic Books, 1973.

BENOIT, F. *L'homme face à la télévision*. Fidès, 1964.

BOILY, F. Retour de l'histoire des idées au Québec : revue critique. *Revue internationale d'études canadiennes / International Journal of Canadian Studies*, 28, Fall, p. 203-216, 2004.

CAREY, J.W. .Harold Adams Innis and Marshall McLuhan. *Antioch Review*, 21, p. 5-39, 1967.

CLÉMENT, M. **Sciences sociales et catholicisme**. École sociale populaire, 423, avril, I.S.P, p. 1-32, 1949.

COUTURE, C. **Le mythe de la modernisation du Québec**. Montréal: Éditions du Méridien, 1991.

DE BONVILLE, J. **La presse québécoise de 1884 à 1914 : genèse d'un média de masse**. Presses de l'Université Laval, 1988.

DENNIS, E.E. & E. WARTELLA (Eds.) **American Communication Research. The Remembered History**. Mahwah: Lawrence Erlbaum Associates, Publishers, 1996.

DICKSON, O. **La Révolution tranquille : période de rupture ou de continuité ?** 2009. 96 p. Mémoire (Maîtrise en sciences politiques) – UQAM. Montreal, 2009.

DUMONT, F.; J-C. FALARDEAU. Pour la **recherche sociographique** au Canada français. *Recherches sociographiques*, 1, 1, p. 3-6, 1960.

DUMONT, F. Quelle révolution tranquille ? In: Dumont, F. (Dir.). **La société québécoise après 30 ans de changements** [actes d'un colloque organisé par l'IQRC et tenu à Québec en octobre 1989]. IQRC, 1991, p. 13-24.

FALARDEAU, J-C. D'une culture canadienne-française. On ne dirige pas une culture. *L'Action Nationale*, 17, 3, p. 209-217. 1941.

FALARDEAU, J-C. Qu'est-ce que la sociologie ?. **Culture. Sciences religieuses et profanes au Canada**, 10, p. 250-261, 1949.

FALARDEAU, J-C. (Dir.) **Essais sur le Québec contemporain- Essays on Contemporary Québec**. Quebec: Presses de l'Université Laval, 1953.

FALARDEAU, J-C. **L'essor des Sciences sociales au Canada français**. Ministère des Affaires culturelles, 1964.

FALARDEAU, J-C. **Notre société et son roman**. Coll : Sciences de l'homme & humanisme, N°1. Montreal: Éditions HMH, 1967.

FALARDEAU, J-C. Antécédents, débuts et croissance de la sociologie au Québec. *Recherches sociographiques*, 15, 2-3, p. 135-166, 1974.

FAUCHER, A. La recherche en sciences sociales au Québec. Sa condition universitaire. In: TIMLIN, M. F.; FAUCHER, A. (Dir.). **The Social Sciences in Canada / Les sciences sociales au Canada: Two Studies / deux études**. Ottawa: Social Science Research Council of Canada [SSRCC] / Conseil canadien de recherche en les sciences sociales [CCRSS], 1968, p. xiii-24.

FISHER, D. **Les sciences sociales au Canada : 50 ans d'activités à l'échelle nationale par la Fédération canadienne des sciences sociales**. Waterloo: Wilfrid Laurier University Press, 1991.

FOURNIER, M. L'institutionnalisation des sciences sociales au Québec. **Sociologie et sociétés**, 5, 1, p. 27-57, 1973.

FOURNIER, M. La sociologie québécoise contemporaine. **Recherches sociographiques**, 15, 2-3, p. 166-200, 1974.

FOURNIER, M. Un intellectuel à la rencontre de deux mondes : Jean-Charles Falardeau et le développement de la sociologie universitaire québécoise. **Recherches sociographiques**, 23, 3, p. 361-385, 1982.

FOURNIER, M. **L'entrée dans la modernité. Science, culture et société au Québec**. Anjou: Éditions Saint-Martin, 1986.

GAGNÉ, G. et J-P. WARREN (Dir.) Sociologie et valeurs. **Quatorze penseurs québécois du XXe siècle**. Montreal: Les Presses de l'Université de Montréal, 2003.

GARAUDY, R. Introduction. In: Beaudoin, L. (Dir.). **La recherche au Canada français**. [Textes des communications présentées au Colloque de la Section des lettres et des humanités, Société royale du Canada, Université de Calgary, 2 au 5 juin 1968]. Montreal: Les Presses de l'Université de Montréal, 1968, p. 9-13.

GARIGUE, P. La recherche scientifique et la société canadienne-française. In: BAUDOIN, L. (Dir.). **La recherche au Canada français**. [Textes des communications présentées au Colloque de la Section des lettres et des humanités, Société royale du Canada, Université de Calgary, 2 au 5 juin 1968]. Montreal: Les Presses de l'Université de Montréal, 1968, p. 15-18.

GAUNT, P. (Dir.) **Beyond Agendas. New Directions in Communication Research**. Westport: Greenwood Press, 1993.

GAUVREAU, M. **Les origines catholiques de la Révolution tranquille**. Anjou: Fidès, 2008.

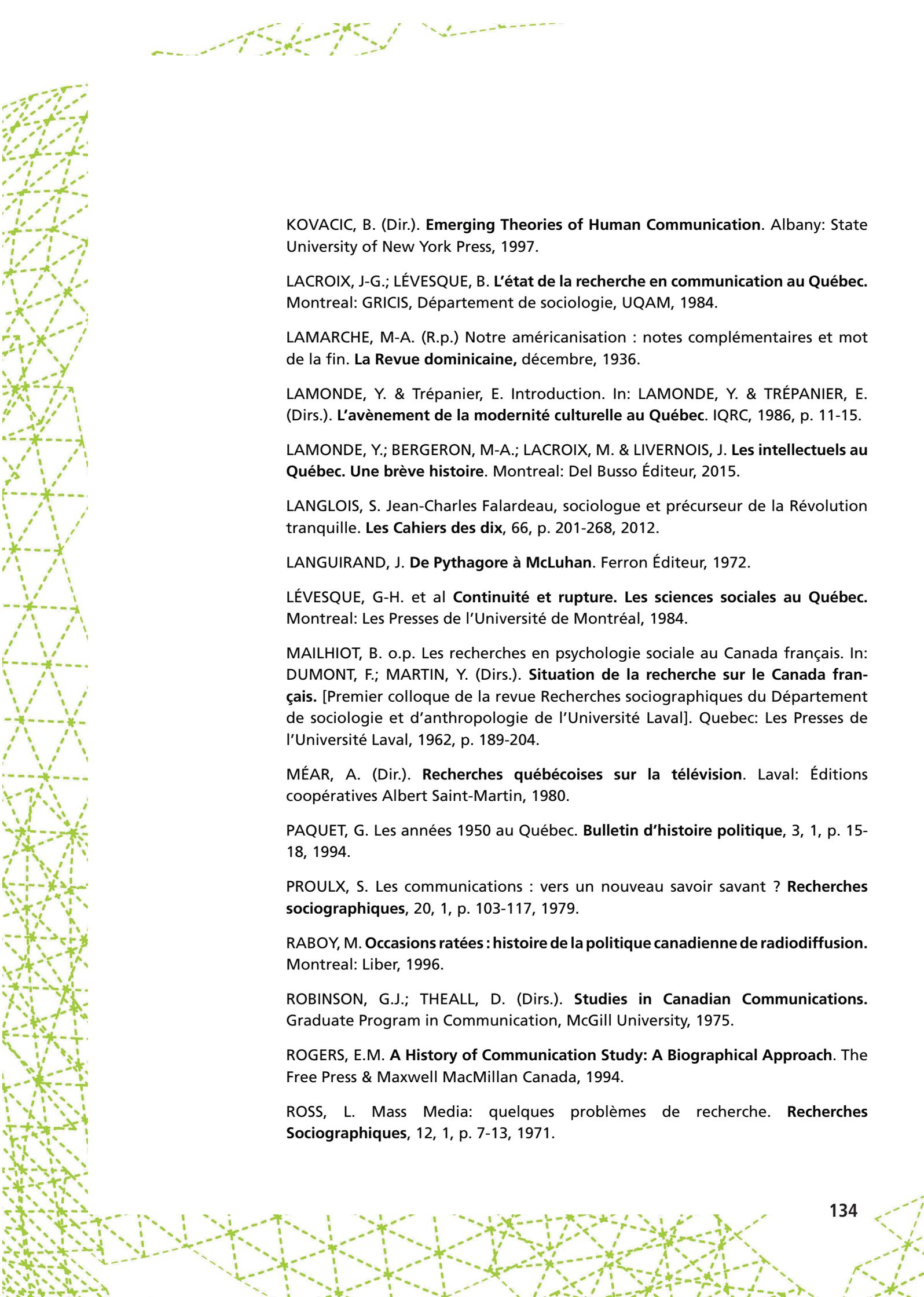
GINGRAS, Y. **Pour l'avancement des sciences : histoire de l'ACFAS 1923-1993**. Montreal Boréal, 1994.

GLANDER, T. **Origins of Mass Communications Research during the American Cold War: Educational Effects and Contemporary Implications**. Mahwah: Lawrence Erlbaum Associates, Publishers, 2000.

HARDT, H. **Critical Communication Studies: Communication, History and Theory in America**. Routledge, 1992.

HARVEY, F. Le gouvernement Duplessis, l'éducation et la culture, 1944-1959. **Les Cahiers des dix**, 68, p. 169-247, 2014.

HUGHES, E.C. **Rencontre de deux mondes. La crise d'industrialisation du Canada Français**. [Traduction de French Canada in Transition, 1943, par J-C. Falardeau]. Éditions Lucien Parizeau, 1945.



KOVACIC, B. (Dir.). **Emerging Theories of Human Communication**. Albany: State University of New York Press, 1997.

LACROIX, J-G.; LÉVESQUE, B. **L'état de la recherche en communication au Québec**. Montreal: GRICIS, Département de sociologie, UQAM, 1984.

LAMARCHE, M-A. (R.p.) Notre américanisation : notes complémentaires et mot de la fin. **La Revue dominicaine**, décembre, 1936.

LAMONDE, Y. & Trépanier, E. Introduction. In: LAMONDE, Y. & TRÉPANIÉ, E. (Dir.). **L'avènement de la modernité culturelle au Québec**. IQRC, 1986, p. 11-15.

LAMONDE, Y.; BERGERON, M-A.; LACROIX, M. & LIVERNOIS, J. **Les intellectuels au Québec. Une brève histoire**. Montreal: Del Busso Éditeur, 2015.

LANGLOIS, S. Jean-Charles Falardeau, sociologue et précurseur de la Révolution tranquille. **Les Cahiers des dix**, 66, p. 201-268, 2012.

LANGUIRAND, J. **De Pythagore à McLuhan**. Ferron Éditeur, 1972.

LÉVESQUE, G-H. et al **Continuité et rupture. Les sciences sociales au Québec**. Montreal: Les Presses de l'Université de Montréal, 1984.

MAILHIOT, B. o.p. Les recherches en psychologie sociale au Canada français. In: DUMONT, F.; MARTIN, Y. (Dir.). **Situation de la recherche sur le Canada français**. [Premier colloque de la revue Recherches sociographiques du Département de sociologie et d'anthropologie de l'Université Laval]. Quebec: Les Presses de l'Université Laval, 1962, p. 189-204.

MÉAR, A. (Dir.). **Recherches québécoises sur la télévision**. Laval: Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1980.

PAQUET, G. Les années 1950 au Québec. **Bulletin d'histoire politique**, 3, 1, p. 15-18, 1994.

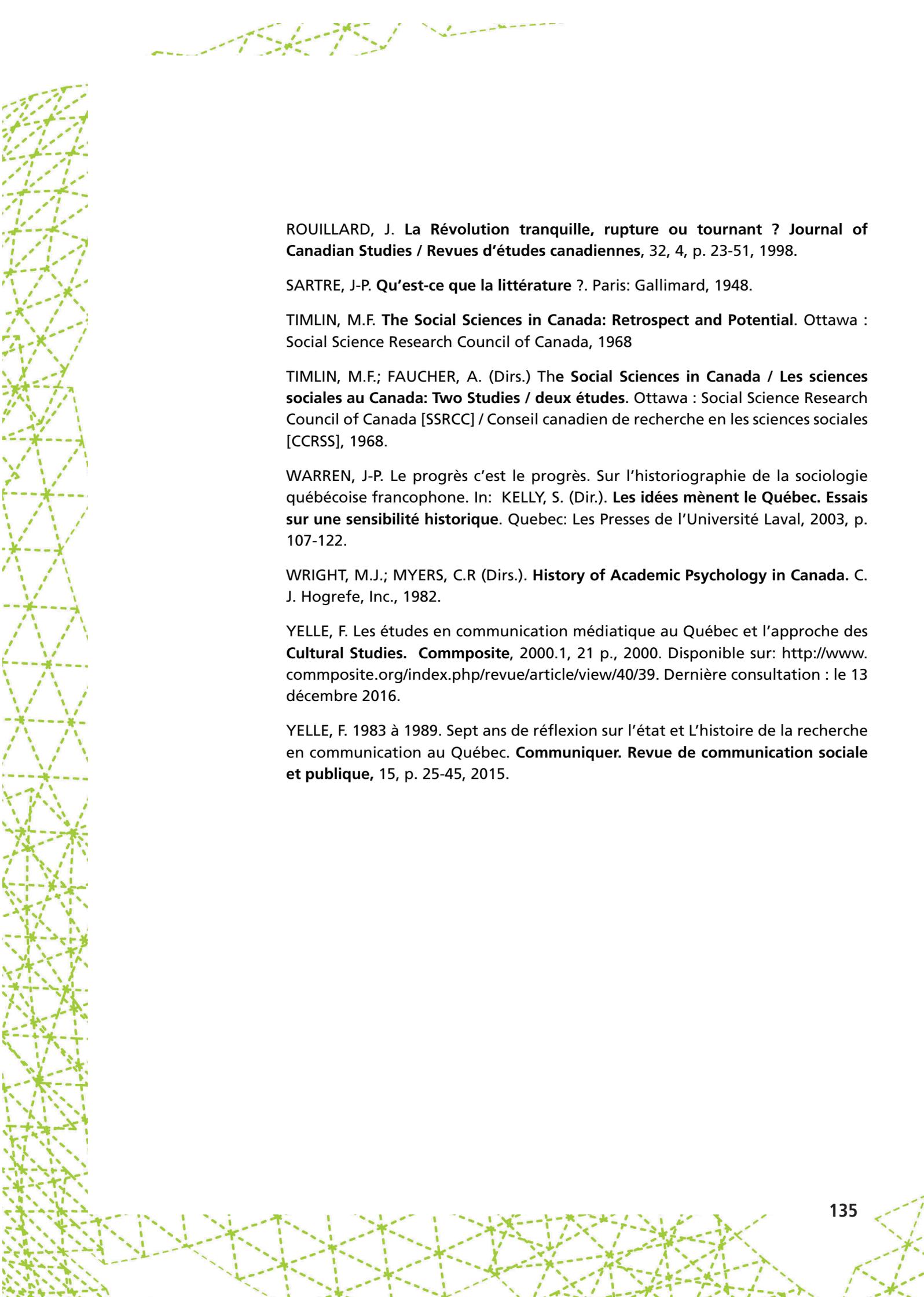
PROULX, S. Les communications : vers un nouveau savoir savant ? **Recherches sociographiques**, 20, 1, p. 103-117, 1979.

RABOY, M. **Occasions ratées : histoire de la politique canadienne de radiodiffusion**. Montreal: Liber, 1996.

ROBINSON, G.J.; THEALL, D. (Dir.). **Studies in Canadian Communications**. Graduate Program in Communication, McGill University, 1975.

ROGERS, E.M. **A History of Communication Study: A Biographical Approach**. The Free Press & Maxwell MacMillan Canada, 1994.

ROSS, L. Mass Media: quelques problèmes de recherche. **Recherches Sociographiques**, 12, 1, p. 7-13, 1971.



ROUILLARD, J. **La Révolution tranquille, rupture ou tournant ?** *Journal of Canadian Studies / Revues d'études canadiennes*, 32, 4, p. 23-51, 1998.

SARTRE, J-P. **Qu'est-ce que la littérature ?**. Paris: Gallimard, 1948.

TIMLIN, M.F. **The Social Sciences in Canada: Retrospect and Potential**. Ottawa : Social Science Research Council of Canada, 1968

TIMLIN, M.F.; FAUCHER, A. (Dir.) **The Social Sciences in Canada / Les sciences sociales au Canada: Two Studies / deux études**. Ottawa : Social Science Research Council of Canada [SSRCC] / Conseil canadien de recherche en les sciences sociales [CCRSS], 1968.

WARREN, J-P. **Le progrès c'est le progrès**. Sur l'historiographie de la sociologie québécoise francophone. In: KELLY, S. (Dir.). **Les idées mènent le Québec. Essais sur une sensibilité historique**. Quebec: Les Presses de l'Université Laval, 2003, p. 107-122.

WRIGHT, M.J.; MYERS, C.R (Dir.). **History of Academic Psychology in Canada**. C. J. Hogrefe, Inc., 1982.

YELLE, F. **Les études en communication médiatique au Québec et l'approche des Cultural Studies**. *Composite*, 2000.1, 21 p., 2000. Disponible sur: <http://www.composite.org/index.php/revue/article/view/40/39>. Dernière consultation : le 13 décembre 2016.

YELLE, F. 1983 à 1989. **Sept ans de réflexion sur l'état et L'histoire de la recherche en communication au Québec**. *Communiquer. Revue de communication sociale et publique*, 15, p. 25-45, 2015.